

Gilbert Blardone

**Comprendre l'activité
et les politiques économiques**

L'économie de la vie, 2017-2022

Ce livre a été publié sur www.bookelis.com

© Gilbert Blardone

Tous droits de reproduction, d'adaptation et de traduction, intégrale ou partielle réservés pour tous pays.

L'auteur est seul propriétaire des droits et responsable du contenu de ce livre.

Ce livre est dédié à tous ceux
que les politiques d'austérité appliquées après la crise de 2007
ont contraints au chômage, à la pauvreté, à la misère...
Il veut leur rendre espoir dans la capacité d'autres politiques
à relancer l'activité économique,
à améliorer la Vie et le Mieux-être pour tous.

Remerciements

Mes remerciements s'adressent à tous ceux qui ont inspiré ce travail et contribué à le réaliser.

A François Perroux, économiste-humaniste, Professeur au Collège de France, à qui je dois ma formation d'économiste hétérodoxe, allergique aux idéologies, observateur passionné de la réalité, avec qui j'ai eu la chance de collaborer.

A Maurice Allais, Prix Nobel d'économie, qui m'a honoré de son amitié et de ses conseils.

A Joseph Folliet, sociologue et poète, qui m'a fait bénéficier de son immense culture et m'a transmis la direction de la *Chronique sociale de France*, à Lyon.

Tous trois pionniers de l'économie de la vie, d'une Société de « *tout l'Homme et de tous les Hommes* » (F. Perroux).

J'ai bénéficié de l'apport précieux de Jean Dominique Blardone pour la documentation, la formalisation des « *circuits de l'activité économique et monétaire* » et l'édition de cet ouvrage ; de Maryse Gaudier pour l'édition et la saisie du texte ; de Mickaël Gaberty pour le formatage.

Un grand merci aussi aux lecteurs qui voudront bien m'adresser leurs points de vue, leurs remarques et leurs questions.

L'économie, de quoi s'agit-il¹ ?

« L'activité économique et la politique économique, c'est compliqué ! Pourquoi les pays riches sont-ils en crise ? Pourquoi tant de chômage aujourd'hui ? Pourquoi les riches s'enrichissent-ils et les pauvres s'appauvrissent-ils ? Quel avenir pour nos enfants ? »

Ces interrogations et bien d'autres du même genre viennent à l'esprit dès qu'il est question d'économie.

Les réponses apportées par les médias sont fragmentaires. On parle du chômage, de la croissance, des inégalités sociales, de la pauvreté, mais comment tout cela est-il relié ? On ne le dit pas. Il en est de même des programmes scolaires². Il est question des revenus et des prix, de leur influence sur le consommateur. Qui produit la richesse ? Le diplôme est-il un passeport pour l'emploi ? Comment devenons-nous des acteurs sociaux ? La consommation : un marqueur social ? Comment produire et combien produire ? La pollution : comment y remédier ? Comment surmonter les imperfections du marché ? Le chômage : des coûts salariaux trop élevés ou une insuffisance de demande ? Comment se forment les prix sur le marché ? Pourquoi et comment, lorsque j'achète dans un magasin un produit de consommation ou lorsque je décide de placer de l'argent à la banque, je modifie l'activité économique ?

Le plus souvent, **dans les réponses apportées, chaque sujet est abordé séparément** et n'est pas situé dans l'activité économique générale dont il dépend. Pour comprendre l'origine, les causes du problème, sa nature, ses conséquences, ses remèdes, les politiques économiques et monétaires concernées, il faut le situer dans son contexte général, dans son environnement, dans les circuits de décision dont il relève.

Comprendre l'activité économique et monétaire, c'est donc comprendre dans quel contexte se situe chaque problème particulier ; les relations existant entre chaque question et l'ensemble des questions soulevées par l'activité économique. **Comprendre l'activité économique et monétaire, c'est connaître les circuits qui la constituent** : circuits économiques de production de la richesse, de sa répartition, de son utilisation... ; circuits monétaires et financiers qui alimentent les circuits économiques et spéculent sur l'avenir ; aspects internes et externes de ces circuits immergés dans la mondialisation. Comprendre toutes les questions abordées et leurs réponses relève de la connaissance de ces circuits³. Ce type d'analyse est applicable sur le terrain⁴.

Le but de ce travail est de faire mieux connaître le contexte dans lequel se situent les problèmes économiques que nous rencontrons ainsi que leurs solutions. C'est-à-dire les politiques économiques possibles. Ainsi devrait apparaître le rôle que chacun d'entre nous, en tant qu'acteur, peut jouer dans ce vaste théâtre de l'activité économique et sociale.

Sommaire

L'activité économique : un phénomène complexe

C'est en 1615 qu'Antoine de Montchrétien (1575-1621), économiste et auteur dramatique français, parle pour la première fois d'économie politique au sujet de la gestion du bien public. Son *Traité de l'économie politique* est consacré à « l'administration du patrimoine de la cité ».

Le mot « économie » vient du grec « *oekonomia* », administration de la maison, de la cité. Au cours du temps et de l'évolution des idéologies (libérales, marxistes...), la définition de l'économie politique et son contenu varient. Pour les libéraux, c'est la science des choix, des comportements visant la gestion des ressources matérielles coordonnées par le marché autorégulateur. Pour les marxistes, c'est l'étude des « rapports sociaux de production » entre les acteurs économiques, les rapports des classes sociales et leurs luttes dans la gestion des ressources. La classe qui détient l'argent, le « capital », achète le travail des classes laborieuses et peut ainsi les exploiter.

Quelle que soit **la définition** qu'on lui assigne, l'économie est toujours politique. Elle concerne la gestion par des acteurs des ressources rares (biens, services, monnaies) pour satisfaire des besoins, soit au niveau de ces acteurs eux-mêmes, c'est l'analyse micro-économique ; soit au niveau global de la commune, de la région, de la nation, de l'international, c'est l'analyse macro-économique.

Le diagnostic du médecin porte sur la santé de ses patients. Son devoir est de guérir des malades et de sauver des vies. Le diagnostic de l'économiste porte sur la gestion des ressources (ressources naturelles ; ressources matérielles inventées par l'homme et la technique, ressources humaines) et sa qualité. Il concerne la gestion de ces ressources et le degré de bien-être que la politique économique, micro et macro, procure aux êtres humains ainsi que la capacité de cette politique à sauvegarder son environnement. Il doit aussi conduire l'économiste à discerner dans l'activité économique les dysfonctionnements et leurs causes. Au niveau micro-économique, ce sont notamment les difficultés de gestion d'une entreprise, par exemple les coûts cachés ; au niveau macro-économique, ce sont les crises d'inflation, de déflation, de stagnation et leurs conséquences.

Après le diagnostic, l'économiste aura à proposer aux acteurs concernés **des politiques**, c'est-à-dire des mesures susceptibles d'aider à résoudre les problèmes identifiés par le diagnostic.

L'objectif final de l'économiste, au niveau général ou particulier qui est le sien, est de participer par ses conseils ou son action à **la satisfaction des besoins** exprimés par les acteurs afin d'améliorer leur niveau de vie, la qualité de leur vie et la sauvegarde de leur environnement.

L'activité économique, quel que soit l'espace géographique dans lequel elle s'exerce : entreprise, commune, région, nation, groupe de nations (par exemple, l'Union européenne ou la zone euro), est une activité complexe. Elle est le fait d'acteurs qui produisent et utilisent des biens, des services, de la monnaie, entre eux et avec l'étranger et qui, pour cela, prennent des décisions d'où naissent des opérations, c'est-à-dire des flux de produits, de services, de monnaie à l'intérieur de l'espace considéré et avec le reste du monde. L'ensemble de ces flux lorsqu'ils sont observés et maîtrisés au niveau de chaque acteur, notamment des entreprises, constitue ce que l'on appelle « la politique micro-économique » (micro = petit). Lorsqu'ils sont analysés et maîtrisés dans leur ensemble au niveau de l'espace considéré, ils constituent « la politique macro-économique » (macro = grand).

L'activité économique évolue en permanence sous l'influence des décisions plus ou moins rationnelles des acteurs. Elle stagne (stagnation) ; elle régresse (dépression ou crise) ; elle croît (croissance économique).

Pour comprendre cette activité et les politiques économiques et monétaires qui la concernent, il est essentiel d'analyser le rôle des acteurs politiques, économiques, financiers, sociaux, environnementaux et d'articuler entre eux les circuits économiques suivants :

- circuits macro et micro-économiques (voir Annexe I : *Schéma simplifié de l'activité économique*),
- circuits économiques et circuits monétaires et financiers,
- circuits de l'économie privée et de l'économie publique,
- circuits intérieurs (marchés intérieurs) et circuits extérieurs (marchés extérieurs, européen et mondial) (voir Annexe II : *Tableau des circuits de l'activité économique et monétaire*).

Le fantôme de l'activité économique : la comptabilité nationale

Pour analyser et mesurer l'évolution de l'activité économique et les résultats des politiques macro-économiques, le Bureau de statistiques de l'ONU a publié, en 1947, un rapport intitulé : *Mesures du revenu national et établissement d'une comptabilité nationale*. En 1953, est présenté le *Système de comptabilité nationale des Nations Unies* susceptible d'être adopté et adapté par tous les pays.

La France a été un précurseur de la comptabilité nationale avec le médecin-économiste François Quesnay (1694-1774) et son *Tableau économique* (1758). Quesnay compare la circulation des biens dans l'activité économique à la circulation du sang dans le corps humain. C'est la première version du circuit économique.

Pour Quesnay, la société est divisée en trois classes. **La classe productive** avec les agriculteurs qui tirent de la terre le « revenu brut » duquel ils perçoivent leur propre rémunération. Les agriculteurs sont considérés comme étant les seuls à créer une « plus-value » donc de la richesse. **La classe des propriétaires** qui ne créent pas de richesse mais qui fournissent le capital, le sol et sa mise en état par des « avances foncières ». Les propriétaires touchent en retour un « produit net », le fermage. La propriété privée est considérée par Quesnay comme « l'assise de tout l'ordre social ». La libre circulation des grains et l'élargissement des débouchés sont, selon lui, les conditions d'une bonne activité économique. On est à l'origine de la pensée libérale que préciseront Adam Smith (1776) et ses successeurs. La troisième classe est **la classe stérile**, les artisans, qui est rémunérée par le solde du « revenu brut ». Elle ne crée pas de richesse mais elle n'est pas inutile car les artisans et les manufactures approvisionnent l'agriculture en produits dont elle a besoin et consomment les productions de l'agriculture.

Ainsi, dans le tableau de Quesnay, s'articulent pour la première fois circuit économique (les biens et les services) et circuit de l'argent (répartition du « revenu brut » issu de l'agriculture)⁵.

En 1758, l'agriculture était effectivement la source de la plus grande plus-value, c'est-à-dire du « revenu brut ». Mais Quesnay n'a pas vu que les deux autres classes, elles aussi, créaient de la plus-value, c'est-à-dire de la richesse. Chacune utilisait en effet des consommations intermédiaires fournies par les autres classes : les propriétaires pour entretenir la terre et le capital immobilier ; les artisans pour transformer les matières premières en produits (pelles, bèches...) vendues avec une plus-value aux propriétaires et aux agriculteurs. Ainsi, à l'époque, la richesse de la nation (« revenu brut ») était bien issue du travail des trois classes.

La comptabilité nationale générale

La France, après 1945, perfectionne son appareil statistique. De 1976 date le **Système élargi de comptabilité nationale** (SECN). Mis à jour chaque année par l'Institut national de la statistique et des études économiques, il n'a cessé de se complexifier.

La comptabilité nationale représente l'activité macro-économique d'un pays « au moyen d'un certain nombre de comptes articulés, qui retracent les opérations économiques effectuées au cours d'une certaine période et permettent de dégager de ces comptes des quantités globales, ou 'agrégats', significatifs de l'activité économique du pays »⁶.

La comptabilité nationale poursuit trois grands objectifs : harmoniser et unifier les concepts utilisés par les économistes ; produire des statistiques ; effectuer des prévisions. Elle sert de cadre de référence à la plupart des « modèles économétriques » qui définissent les politiques économiques.

La comptabilité nationale part des **acteurs** de la vie économique. Des acteurs internes : entreprises, ménages, administrations, institutions financières, et des acteurs externes : importateurs, exportateurs, financiers, etc. Elle enregistre les **décisions** de ces acteurs et les **opérations** économiques et financières nées de ces décisions. Elle permet de suivre l'évolution de l'activité économique dans l'espace considéré (local, national, international), de sa production, de sa répartition et de son utilisation par les acteurs économiques internes et externes.

Les principaux « agrégats » ou grandeurs significatives de l'activité économique que dégage la comptabilité nationale sont le produit intérieur brut ou PIB ; les divers revenus issus de ce PIB ; les consommations, les épargnes, les investissements, les stocks qui constituent les circuits économiques internes ou marchés intérieurs. Les circuits extérieurs ou marchés extérieurs sont constitués, dans la comptabilité nationale, des flux de la balance des paiements extérieurs : importations, exportations, transactions en revenus et en capital (voir Annexe I : *Schéma simplifié de l'activité économique* et Annexe II : *Tableau des circuits de l'activité économique et monétaire*).

La comptabilité nationale analytique

La comptabilité nationale générale renseigne sur les « agrégats ». La comptabilité nationale analytique rend compte, pour chaque secteur ou chaque branche de la production, de la **composition** en consommations intermédiaires (CI) et en valeur ajoutée de chacun des produits ou services du secteur, de la branche, de l'entreprise (voir ci-dessous : *La gestion prévisionnelle de l'entreprise*).

La comptabilité analytique est représentée par un tableau présentant, en **colonnes**, les secteurs ou les branches de production (mines, agriculture, industries, services) dans lesquels vont entrer les consommations intermédiaires (entrées ou « *input* »). En **ligne** on retrouve ces mêmes secteurs ou branches qui fournissent les consommations intermédiaires aux secteurs ou branches (sorties ou « *output* »). Si l'on ajoute les valeurs ajoutées aux CI, on obtient le prix du produit ou chiffre d'affaires par produit :

CI	Mines	Agriculture	Industries	Services	Total CI (« output »)
Mines	CI	CI	CI	CI	Somme CI (SCI)
Agriculture	CI	CI	CI	CI	SCI
Industries	CI	CI	CI	CI	SCI
Services	CI	CI	CI	CI	SCI
Total CI (« input »)	SCI	SCI	SCI	SCI	

Cette méthode a été présentée en 1941 par l'économiste américain d'origine russe Wassily Leontief qui, pour cela, a reçu le prix Nobel d'économie en 1973⁷.

Dans ce genre de tableau, il y a le même nombre de branches ou de secteurs en colonnes et en lignes, par exemple, ci-dessus, quatre colonnes et quatre lignes : mines, agriculture, industries, services. Dans le tableau initial de Leontief sur l'économie américaine, il y avait quatre cent cinquante colonnes et quatre cent cinquante lignes !

En effet, chaque ligne produit des consommations intermédiaires et les fournit à elle-même et aux autres branches ou secteurs ; par exemple, les mines peuvent fournir, à elles-mêmes ou aux autres branches ou secteurs qui en ont besoin, du charbon pour le chauffage. Il en serait de même pour le fournisseur d'électricité ; pour l'agriculteur avec, par exemple, ses semences pour lui-même ainsi que pour les autres secteurs qui en utiliseraient... Les sorties des uns sont donc les entrées des uns et des autres.

Cette méthode des tableaux entrées-sorties (TES) permet d'établir des **prévisions** concernant les consommations intermédiaires indispensables à chaque produit ou service au niveau de la nation mais aussi de la région et de l'entreprise.

Une matrice de l'emploi

Le TES peut aussi devenir un tableau des emplois par branches ou secteurs de production, pour éclairer une politique de l'emploi afin de réduire le chômage et d'instaurer le plein emploi.

L'économiste et démographe français Alfred Sauvy a appliqué la technique du TES à l'emploi et a présenté une « matrice de l'emploi » indispensable à l'élaboration d'une politique de plein emploi. *« Au lieu d'être exprimé en valeur, le TES peut l'être en d'autres éléments, notamment en nombre d'hommes de diverses sortes. Il serait possible de donner le contenu en travail, masculin et féminin, national ou immigré, ou même, si cela avait un sens, en hommes, selon la taille, la couleur des yeux, ou un caractère physique quelconque »*⁸.

Alfred Sauvy donne l'exemple d'un compte travail établi pour l'économie française en seize branches et huit catégories professionnelles. Avec, pour chaque branche, le nombre d'heures de travail contenu dans les produits de la branche et le nombre d'heures de travail fourni dans la branche. Par exemple⁹ :

- **pour l'agriculture**, en millions d'heures contenues dans les produits : 5.061 ; fournies par la branche : 9.063,
- pour les industries mécaniques et électriques : 4.031 et 4.503,
- pour le textile, l'habillement et le cuir : 2.900 et 2.924,
- pour les transports et télécommunications : 1.849 et 2.256,

▪ **pour autres services** : 4.326 et 4.065.

Pour les quinze branches retenues dans cette étude, on compte 32.197 millions d'heures contenues dans les produits et services et 32.198 millions d'heures fournies par les branches.

La matrice des emplois se présente ainsi¹⁰. **En ligne**, les catégories de travailleurs : agriculteurs exploitants ; salariés agricoles ; patrons des industries et commerces ; professions libérales ; cadres moyens ; employés ; ouvriers ; personnel de services ; autres catégories et toutes catégories réunies. **En colonne**, les quinze secteurs de production dont l'agriculture, secteur 01... ; les industries mécaniques et électriques, secteur 09 ; les transports et communications, secteur 14 ; autres services, secteur 15 ; la colonne du travail total disponible selon la catégorie de travailleurs.

Pour le Prix Nobel d'économie, Wassily Leontief, la matrice de travail d'Alfred Sauvy est « les vues exposées sur le 'déversement' et sur le circuit du travail ouvrent, en particulier, une nouvelle voie dans la recherche si délicate de la croissance et de l'emploi ».

Pour chaque catégorie de travailleurs, le nombre total de travailleurs qu'il faudra employer est indiqué au bas du tableau. Dans l'exemple retenu, il faudra 58.230 agriculteurs exploitants ; 16.267 salariés agricoles ; 49.200 patrons ; 40.790 professions libérales ; 72.728 cadres moyens ; 123.534 employés ; 538.410 ouvriers ; 23.267 personnel de services ; 10.336 autres catégories ; toutes catégories réunies 932.762.

Cette matrice des emplois comprend en réalité quinze branches dont, à titre d'exemple, quatre seulement ont été retenues ici, ainsi que neuf catégories de travailleurs.

Avec ce type de comptabilité, il est possible de prévoir les types d'emplois nécessaires pour augmenter la production en cas de relance de l'activité économique.

Des outils au service de l'économie et de l'emploi

La France et les pays membres de l'Union européenne disposent de comptabilités générales et analytiques qui permettent à leurs gouvernements d'élaborer des politiques de relance de l'activité économique et de l'emploi.

Pour l'activité, une fois défini comme objectif général le taux de croissance annuel souhaité de l'activité économique, les politiques à mettre en œuvre concernant les grandeurs caractéristiques (« agrégats ») de l'activité économique peuvent être prévues, notamment celles qui concernent les trois moteurs de cette activité. Pour la consommation, les politiques du pouvoir d'achat ; pour l'investissement, le choix des secteurs et des équipements et les politiques de financement par l'épargne, l'emprunt, etc. ; pour les exportations, le choix des produits et des services innovants recherchés par le reste de monde.

Pour l'emploi et la diminution significative du chômage, les TES des emplois par secteurs, branches, entreprises, indiqueront les besoins en emplois selon le taux de croissance de l'activité choisie. Il restera à prévoir où trouver la main-d'œuvre indispensable, dans le pays ou à l'étranger (politique d'immigration), et les formations d'urgence et apprentissages nécessaires (politique de formation professionnelle).

La réduction massive du chômage dépend donc directement du taux d'activité choisi pour les trois moteurs et de la bonne gestion de la matrice des emplois. Les moyens de financement existent (épargne et marchés financiers). Ils attendent simplement que s'offrent à eux des opportunités de placement.

Depuis 2007, au lieu de cette politique volontariste, l'idéologie dominante issue du premier choc pétrolier (1973) a été celle du marché autorégulateur. Il s'est alors agi de stimuler l'économie et l'emploi par des mesures micro-économiques favorables aux entreprises, tandis qu'au niveau macro-économique de l'économie générale, l'austérité et la priorité aux équilibres financiers (« règle d'or ») entretenaient la stagnation et ne permettaient pas aux carnets de commandes des

entreprises de se remplir. Celles-ci étant, de ce fait, réticentes à embaucher. Le marché, une fois de plus, s'est révélé incapable d'autoréguler l'économie pour éviter le chômage, la pauvreté de masse, la croissance des inégalités dans les économies les plus riches du monde. A quand le retour au réalisme ? Des outils existent pour cela encore faut-il, pour s'en servir, sortir de l'idéologie du « marché autorégulateur ».

La production intérieure brute (PIB) : un concept controversé

Pour mesurer l'évolution de l'activité et des politiques économiques, les économistes ont inventé un concept mystérieux pour le non-initié : la « **P**roduction **I**ntérieure **B**rute » (PIB). Ce concept permet de mesurer l'évolution sur une période donnée (un jour, un mois, un trimestre, une année...) de la valeur ajoutée par la production marchande qui servira à payer les divers revenus des acteurs économiques privés et publics.

La production intérieure brute est égale au prix de vente du bien ou du service sur le marché moins le prix des produits nécessaires à la fabrication de ce bien ou service. Ces produits sont appelés « consommations intermédiaires ».

Prix de vente – Consommations intermédiaires = Valeur ajoutée brute ou PIB

Le PIB est donc la valeur ajoutée par la production des biens et des services vendus sur le marché. Exemple : un gâteau est vendu 15 euros par un pâtissier. Il a fallu 5 euros de consommations intermédiaires pour le fabriquer (farine, œufs, crème, confiture, électricité, chauffage, etc.). Le PIB correspondant à ce gâteau sera : 15 euros moins 5 euros soit 10 euros. C'est la valeur ajoutée par le pâtissier aux consommations intermédiaires nécessaires pour fabriquer le gâteau. La valeur ajoutée (10 euros) va servir à verser un revenu à chaque acteur ayant participé directement (le pâtissier, ses employés...) ou indirectement (le propriétaire des locaux, l'Etat...) à la fabrication du gâteau : salaires des ouvriers, traitement du comptable et autres intervenants ; charges sociales ; loyers du propriétaire ; impôts de l'Etat et des collectivités locales ; intérêts des emprunts éventuels. Le solde de la valeur ajoutée après ces règlements constitue le profit ou rémunération du pâtissier ; si la pâtisserie est une société anonyme, la rémunération des actionnaires sera un dividende (part du profit revenant à chacun des actionnaires).

Le PIB d'un pays est la somme de toutes les valeurs ajoutées par la production des biens et des services marchands dans le pays.

La production intérieure est dite « brute » parce que l'amortissement du capital (usure des machines, des usines et des équipements) utilisé pour cette production n'est pas comptabilisé. Cette usure représente une perte de la valeur de l'équipement considéré.

Le PIB n'est pas à lui seul un indicateur de développement d'un pays. Il ne renseigne pas sur la structure de l'activité économique par rapport aux autres pays ; il renseigne simplement sur le montant, en monnaie locale ou en dollars, de la production marchande de biens et de services de l'économie du pays. Par exemple, le PIB de la Chine qui se rapproche de celui des USA ou de l'Union européenne, est issu de quelques grands centres de production situés dans certaines régions. Le reste du pays est encore dans une structure agro-artisanale, c'est-à-dire sous-développée par

rapport à la structure des économies industrielles des USA, du Japon ou de l'Europe, dont les industries et les services irriguent tout le territoire. C'est pourquoi la Chine tente par tous les moyens d'amener les économies capitalistes industrielles à collaborer avec elle pour parfaire son développement.

Le concept économique de produit intérieur brut subit de très nombreuses critiques. La première vise le fait que le PIB ne retient que la valeur ajoutée par la production marchande. Ce concept ne rend donc pas compte de la valeur ajoutée par la production et les activités bénévoles, non marchandes, par exemple, le travail des femmes à la maison, celui des associations non lucratives, etc. Le travail « au noir », non déclaré, n'est pas non plus comptabilisé dans le PIB officiel qui peut donc être très inférieur au PIB réel. En France en 2016, le PIB officiel atteint 2.333 milliards d'euros.

« Le PIB compte ce qu'il y a en plus (par exemple, des maisons) mais pas ce qui a disparu sur la planète à cause de notre activité (par exemple moins de ressources naturelles, l'impact du climat, etc.)¹¹.

Autres reproches : le PIB ne renseigne pas sur l'évolution des inégalités dans la répartition des revenus, ni sur l'évolution de la pauvreté. Il n'est pas non plus un indicateur de la qualité de vie, encore moins de bonheur. Plus grave : le PIB est amoral. Il ne fait pas la différence entre ce qui est « bien » et ce qui est « mal ». C'est ainsi qu'il enregistre les produits pharmaceutiques et les ventes d'armes ; les services des banques d'investissements productifs et les gains spéculatifs ; les trafics de drogues et la prostitution ; il ne déduit pas le coût des tremblements de terre mais retient uniquement la valeur de la reconstruction, etc.

L'un de ses inventeurs, l'économiste américain Simon Kuznets, dans les années 1930, souhaitait inclure dans le PIB les seules activités qui contribuent au bien-être de la société. Il voulait en exclure les productions d'armement, la publicité inutile, la spéculation, la prostitution, la drogue, etc. Il ne fut pas suivi. Le PIB aujourd'hui ne représente donc que la valeur monétaire totale de la production marchande dans une période donnée, que ce soit bon ou mauvais pour la société. Il ne renseigne pas sur la nature de ce qui est produit.

Le PIB mesure des flux de monnaie, non des stocks, par exemple, si un pays comme les USA laisse se détériorer ses infrastructures (routes, aéroports, chemins de fer...), cela n'affecte pas le PIB ; la valeur de la détérioration des équipements n'est pas soustraite du PIB annuel. Le PIB n'inclut pas non plus la détérioration des ressources naturelles (appauvrissement de la biodiversité, disparition des espèces, dégradation de la végétation, baisse des réserves énergétiques et autres, ni le coût des pollutions).

Outre le PIB, l'analyse macro-économique utilise d'autres « agrégats » pour mesurer le résultat de l'activité économique des divers secteurs marchands.

Du PIB au « bonheur national brut »

- Le produit national brut (PNB). C'est le PIB plus les revenus du travail et du capital en provenance du reste du monde moins les revenus du travail et du capital versés au reste du monde.

- Le revenu national brut (RNB). C'est le PNB moins les impôts versés au reste du monde plus les subventions reçues du reste du monde.

- La dépense intérieure brute (DIB). C'est le PIB moins les exportations plus les importations.

• Le PIB par habitant. C'est le PIB divisé par le nombre d'habitants de l'espace considéré. C'est un indicateur grossier du bien-être général. Au niveau mondial, le PIB par habitant de chaque nation est calculé annuellement par le Fonds monétaire international (FMI).

Le PIB et les autres « agrégats » sont des agents de renseignements indispensables pour connaître l'évolution de l'activité économique marchande des divers pays. Pour en savoir plus, il faut avoir recours à d'autres indicateurs. C'est ainsi que l'on dispose déjà, pour compléter le PIB¹² :

▪ d'un **indice de développement humain (IDH)** élaboré par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) depuis 1990. Cet indice inclut des critères sociaux : l'espérance de vie ; l'accès à l'éducation ; les disparités hommes/femmes ; la participation des femmes à la vie sociale ; la pauvreté humaine, etc. ;

▪ d'un **indicateur du vivre mieux (*Better Life Index*)** créé par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) en 2011. Cet indicateur ajoute au PIB des données sur l'autonomie des citoyens, l'égalité, la santé, la cohésion sociale et le caractère soutenable ou non du modèle de développement à travers son impact sur l'environnement ;

▪ d'un **indice de santé sociale (ISS)** issu du Fordham Institute for Innovation in Social Policy. Cet indice mesure, à partir de seize chiffres (chômage, santé, pauvreté...), l'évolution de la santé sociale d'un pays qui peut se dégrader malgré une hausse du PIB ;

▪ d'un **indicateur de bien-être économique (IBEE)**. Cet indicateur, d'origine canadienne, retient la consommation, l'impact de la production sur l'environnement, la répartition des revenus, l'évolution des stocks, les efforts de recherche-développement ;

▪ d'un **indicateur de sécurité**. Cet indicateur, publié par le Bureau international du Travail (BIT) mesure le bien-être des travailleurs en termes de sécurité de l'emploi ; revenus et prestations sociales ; sécurité au travail ; qualifications ; liberté syndicale, etc. ;

▪ d'un **indicateur d'empreinte écologique**. Cet indicateur sert à mesurer la consommation d'un être humain en ressources naturelles et à la traduire en hectares de terre nécessaires à sa survie. En 1970, on estimait que chaque être humain avait 2,9 hectares à sa disposition. En 2016, un Français consomme 5,3 hectares et un Américain 9,7 ;

▪ d'un **indicateur du bonheur national brut**. En 1972, le quatrième roi du Bhoutan, petit pays de l'Himalaya coincé entre l'Inde et le Tibet, invente cet indicateur. L'indice regroupe 72 critères classés en 4 catégories : croissance et développement économique ; conservation et promotion de la culture ; protection de l'environnement ; bonne gouvernance. Il est directement inspiré des valeurs bouddhistes.

En définitive, le PIB est **contestable, insuffisant, mais indispensable** pour connaître l'activité économique marchande d'un pays, comprendre comment elle évolue, et voir les résultats des politiques économiques mises en œuvre.

Les trois moteurs de l'activité économique

Les trois moteurs de l'activité économique sont la consommation, les investissements, les exportations. Pour que ces trois moteurs fonctionnent d'une façon forte et durable (plus de 3% l'an) pour une croissance de l'activité à long terme, il leur faut un environnement favorable. On parle de « croissance »¹³ lorsqu'il s'agit de l'activité économique en général. Cette croissance peut être positive, négative ou nulle. Lorsqu'on parle de « développement », il s'agit d'un concept beaucoup plus complexe qui concerne l'avenir d'une société sous ses divers aspects, démographiques, sociologiques, culturels, politiques, économiques, environnementaux, etc.

L'économie de marché : de la concurrence parfaite au duopole

Le marché est un lieu où se rencontrent les offres et les demandes des biens et des services, de monnaie, de travail, etc. C'est une institution qui a évolué au cours du temps selon les lieux, les habitudes et les comportements des populations. C'est une institution qui suppose des règles pour que les échanges ne soient pas soumis aux seuls rapports de force. Il existe un droit commercial propre à chaque pays mais peu à peu est apparu un droit commercial international. Aujourd'hui, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) est chargée de faire appliquer ce droit très souvent oublié au profit des rapports de force (concurrences sauvages ou « *dumping* »).

Les échanges ont connu le troc (marchandises contre marchandises) avant de se faire en monnaie. La monnaie est le bien qui représente tous les autres biens et services. Le droit et la monnaie sont les deux institutions du marché¹⁴.

Le marché a pris diverses formes selon l'organisation de la société :

- **Dans un système capitaliste**, le pouvoir de décision appartient en dernier ressort au capital. L'entreprise privée, comme la société par actions, est dirigée par le capital ou ses représentants. Le marché est lié à la propriété privée des moyens de production. L'économie de marché est souvent considérée comme synonyme d'économie capitaliste. C'est une confusion car le marché est une institution qui existe dans tous les systèmes économiques. Partout existent des offres et des demandes qui se rencontrent et qui constituent un marché. « *Assimiler capitalisme et marché procède d'une position abusivement dogmatique qui ne rend pas justice à la richesse des expériences historiques de marché* »¹⁵.

- **Dans un système capitaliste à direction socialiste** ou social-démocrate, la propriété privée et l'entreprise partagent en quelque sorte le pouvoir avec l'Etat qui fixe des règles d'organisation plus ou moins contraignantes pour l'entrepreneur. Le marché est ainsi plus ou moins réglementé.

- **Dans un système communiste de type stalinien**, le fonctionnement du marché dépend de l'Etat, l'entreprise privée disparaît pratiquement. La planification intégrale et la collectivisation ne suppriment pas les offres et les demandes de biens et de services par les citoyens mais l'Etat les réglemente sévèrement et les surveille ; les prix sont fixés autoritairement par l'Etat.

• **Dans le système communiste chinois**, les deux dogmes, collectivisation et planification, sont maintenus, assouplis par l'introduction des éléments de propriété privée et d'initiatives individuelles ou collectives. La Chine évolue vers **un communisme de marché** : parti unique et économie mixte planifiée mais ouverte à des initiatives individuelles soigneusement contrôlées ; niveaux de vie en amélioration ; émergence d'une classe moyenne importante de l'ordre de 100 millions de personnes. La Chine devient un concurrent redoutable de l'Occident. Elle pratique le contrôle des importations et des investissements extérieurs chez elle, mais la concurrence sauvage à l'extérieur avec dumping économique (copie des brevets) ; monétaire (taux de change du yuan sous-évalué) ; social (salaires et protection sociale faibles). L'Occident qui se réjouit des investissements chinois chez lui devrait se rappeler que l'idéologie du communisme, fût-il chinois, n'a jamais été de sauver le capitalisme mais de le supprimer ou de le dominer.

La structure des marchés, c'est-à-dire les éléments constitutifs des offres et des demandes, ainsi que les relations existant entre ces éléments différencient les marchés concrets¹⁶.

C'est ainsi que coexistent divers types de marchés selon les caractéristiques des offres et des demandes :

- les marchés de concurrence parfaite,
- les marchés de concurrence imparfaite,
- les marchés d'oligopoles,
- les marchés de monopoles,
- les marchés de duopoles.

Sur ces marchés se forment les prix¹⁷.

Les marchés de concurrence parfaite

Ces marchés ont trois caractéristiques : l'**A**tomicité (A) ; la **F**luidité (F), la **P**ublicité (P).

• **L'atomicité (A)** : une multitude d'offres et de demandes existent sur ce type de marchés ; les offreurs et les demandeurs sont infiniment nombreux, « atomisés », de telle sorte qu'aucun d'entre eux n'a le pouvoir d'influencer le marché (les offres et les demandes). Les multinationales n'existent pas ; aucune firme n'a la capacité d'influencer le marché.

• **La fluidité (F)** : sur ce type de marchés, les facteurs de production, le travail et le capital (argent et équipement) sont parfaitement fluides, ce qui signifie qu'aucun obstacle n'empêche leur affectation là où on en a besoin, quand on en a besoin. De plus, ils sont toujours suffisants pour répondre à la demande.

• **La publicité (P)** : les offreurs et les demandeurs sont toujours capables de connaître la meilleure qualité au meilleur prix. Ils sont toujours rationnels et parfaitement informés sur les qualités et les prix.

Sur ce type de marchés, les offres et les demandes s'équilibrent toujours pour fixer le prix idéal. C'est le marché parfait.

Dans la réalité, un tel marché n'existe pas. Il a été inventé par les économistes pour élaborer une théorie des prix idéale, pour faire comprendre, à partir de ce marché idéal, les réalités des marchés concrets tous imparfaits. **Aucun marché réel ne présente les trois caractéristiques**

d'atomicité, de fluidité, de publicité. Les firmes sont de taille différente, s'influencent les unes les autres et se combattent. Il existe des firmes géantes : les multinationales (environ 85.000 aujourd'hui) qui dominent les marchés. Les facteurs de production, travail, capital, technologie, innovation, etc., ne sont pas toujours disponibles là où on en a besoin. Les acteurs, demandeurs et offreurs, ne sont pas toujours capables de connaître la meilleure qualité au meilleur prix.

Les marchés réels sont donc très souvent des marchés de concurrence imparfaite. Sur ce type de marchés, les offreurs et les demandeurs s'influencent réciproquement, tantôt avec priorité aux offreurs, tantôt avec priorité aux demandeurs. La fixation des prix dépend largement des rapports de force offreurs-demandeurs.

Les marchés d'oligopole

Ce sont des marchés modernes, caractérisés soit par quelques firmes qui représentent l'offre, par exemple les producteurs d'automobiles, soit par quelques acheteurs qui représentent la demande, par exemple le marché de l'art pour les produits d'excellence. L'oligopole est constitué soit par quelques vendeurs en présence d'une multitude d'acheteurs, soit par quelques acheteurs en présence d'un grand nombre de vendeurs : oligopoles de vente ou d'achat. Sur ce type de marchés, ce sont soit les offreurs qui dominent le marché et les prix, soit les demandeurs. Les prix sont le résultat d'un rapport de force entre eux.

Les marchés de monopole

Sur les marchés de monopole, un vendeur unique fait face à une multitude d'acheteurs. Par exemple, une seule compagnie fournisseur d'électricité face à la multitude des consommateurs. Sur ce type de marchés, l'offreur monopolistique a le pouvoir sur le prix et domine le marché. Les prix de monopoles sont défavorables à l'acheteur. S'il y a monopole bilatéral, un seul vendeur, un seul acheteur, le prix dépend du rapport de force entre les deux protagonistes.

Les marchés de duopole

Sur ce type de marchés, deux vendeurs font face à une multitude d'acheteurs. Pour conquérir la clientèle, chaque vendeur agit sur le prix, la qualité et la quantité. On retrouve la situation du marché d'oligopole avec compétition entre les firmes.

Les marchés modernes sont le plus souvent des marchés d'oligopole, de monopole, de duopole. Dans tous ces cas de figure, pour conquérir la clientèle, l'offreur agit sur le prix, la qualité, la quantité, et le demandeur risque de subir la politique de l'offreur. L'offre a tendance à dominer le marché si la demande, les consommateurs, ne s'organisent pas en groupes de pression.

Complexité et incertitude

Maîtriser l'activité économique relève de la politique économique, monétaire et financière¹⁸. Au niveau de chaque acteur, c'est la politique « micro-économique ». Au niveau de l'ensemble des acteurs et de l'espace considéré, c'est la politique « macro-économique ».

Ces politiques mettent en œuvre un grand nombre de données et de variables. Elles sont donc toujours incertaines et aléatoires quant à leurs résultats. Pour leur assurer le maximum d'efficacité

et donc des résultats conformes aux prévisions, il faut tenir compte de tous les facteurs et de toutes les disciplines qui entrent en jeu, celles qui influencent nécessairement les comportements individuels et collectifs de chaque acteur, telles que la philosophie, la psychologie, la sociologie. Histoire et géographie jouent un rôle important dans ces comportements ainsi que la situation démographique de la population : vieillissante (comme en Allemagne) ou en voie de rajeunissement (comme en France). On ne peut pas négliger non plus le contexte politique, idéologique (les idées dominantes des groupes dominants), religieux... Ces disciplines éclairent les décisions des acteurs ainsi que leurs motivations, leur adhésion ou non aux politiques micro ou macro proposées. Tous ces **éléments pluridisciplinaires** sont indispensables à la définition et à la mise en œuvre d'une politique économique, monétaire et financière, sociale et environnementale. On les rencontre à tous les niveaux, micro, méso (niveau intermédiaire entre les niveaux micro et macro), macro. La statistique, connaissance des données, ainsi que les mathématiques sont des compléments précieux aussi bien pour l'analyse d'une situation que pour la définition d'une politique. Mais elles doivent être utilisées à bon escient. La statistique permet de quantifier les décisions, elle fournit des ordres de grandeur, permet des comparaisons, mais peut aussi induire en erreur. Pour Winston Churchill, il existait trois degrés dans le mensonge : « *le mensonge, le satané mensonge et la statistique* ». Les mathématiques sont utiles dans l'analyse et l'expression des phénomènes. Elles permettent de formaliser les données observées dans des « modèles » prévisionnels de consommation, d'investissement...

Mais, dans la vie économique, tout n'est pas quantifiable et formalisable et la qualité de la réponse recherchée dépend de la qualité des paramètres incorporés dans les « modèles ». John Maynard Keynes¹⁹, célèbre mathématicien et économiste anglais, considérait les mathématiques appliquées à l'économie comme « *pure élucubration* » lorsqu'elles supposaient que l'homme, en économie, est toujours parfaitement rationnel et que, de ce fait, la position d'équilibre est la position normale que le marché rétablit toujours automatiquement. C'est supposer que les tensions et les dysfonctionnements se résolvent d'eux-mêmes, ce que les crises à répétition contredisent (1929, 2007, pour ne citer que les plus récentes et les plus longues).

Comprendre l'activité économique suppose donc que l'on ait une vue d'ensemble des circuits économiques et monétaires qui la composent. Ces circuits permettent de comprendre comment les décisions des acteurs concernant leurs achats, leurs ventes, les prix, leurs revenus, leurs emplois, etc., sont reliées entre elles par les opérations nées de ces décisions qui constituent les flux caractéristiques de ces circuits.

Les deux niveaux de l'analyse de l'activité économique

L'analyse de l'activité économique se situe à deux niveaux. A la base, avec l'étude des décisions et des comportements des acteurs : c'est l'analyse « micro-économique ». Au sommet, avec l'étude des décisions et des comportements de l'ensemble des acteurs dans l'espace considéré (commune, région, nation, groupe de nations) : c'est l'analyse « macro-économique ». Les deux analyses se complètent²⁰. Les décisions micro-économiques au niveau des entreprises, des consommateurs, ont des incidences directes sur les résultats globaux, macro-économiques, c'est-à-dire sur l'activité économique générale dans l'espace considéré²¹.

- **L'analyse et la politique micro-économique** s'intéressent aux comportements de base des acteurs économiques, particulièrement des individus, des ménages et des entreprises. Comment